

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 13/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DE SAINT LAURENT

La petite Craz
CD 147
69720 Saint-Laurent-De-Mure

Références : UDR-SSDAS-25-226-FM
Code AIOT : 0006101466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2025 dans l'établissement CARRIERES DE SAINT LAURENT implanté La petite Craz CD 147 69720 Saint-Laurent-de-Mure. L'inspection a été annoncée le 23/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le programme 2025 du Plan Pluriannuel de Contrôle des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE SAINT LAURENT
- La petite Craz CD 147 69720 Saint-Laurent-de-Mure
- Code AIOT : 0006101466
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière CSL est autorisée par l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 à exploiter une carrière de roches alluvionnaires pour une durée de 15 ans. Le plan de phasage a été revu lors de l'arrêté complémentaire du 29 octobre 2015 sans impact sur la durée d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.1	Demande d'action corrective	6 mois
6	Protection des forages de prélèvement d'eau en nappe	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.2	Demande d'action corrective	6 mois
7	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 7.6	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/08/2024, article 1	Sans objet
4	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non conformités ont été relevées pour lesquelles des demandes d'actions correctives ont été formulées concernant la mise en conformité sous 6 mois de la tête de forage et de la cuve de rétention de l'atelier.

Par ailleurs des justifications sont attendues sous 5 mois concernant l'extincteur mobile n° 15-042942, et sous 3 mois concernant les valeurs limites d'émissions retenues pour les rejets aqueux. Au regard des actions proposées par l'exploitant lors de la visite d'inspection, **l'inspection des Installations Classées considère qu'il n'est pas à ce stade nécessaire de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société CSL.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 7.6
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Durant les périodes d'exploitation et de remise en état, ce plan est mis à jour au moins une fois par an par l'exploitant et envoyé à l'inspection des installations classées. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,- les bords de la fouille,- les cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état,- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection en amont de la visite le dernier plan d'exploitation daté du 08/07/2024. Les cotes limites d'exploitation en profondeur indiquées sur le plan d'exploitation sont conformes à l'article 7.3 de l'arrêté cité en référence, à savoir « Les cotes limites d'exploitation en profondeur sont comprises entre 217,1 m NGF en limite nord-ouest du projet et 235,4 m en limite sud-est ». L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle version du plan d'exploitation daté du 07/07/2025 sera transmise à l'Inspection des installations classées dans un format de type jpeg. Ce point de contrôle n'appelle pas de remarques particulières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées de poussières
Prescription contrôlée : [...] Le niveau maximal d'émissions de poussières pour ces carrières est fixé à 350 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b)
Constats : L'exploitant a fourni en amont de l'inspection les rapports des mesures des retombées atmosphériques du dernier semestre 2023, des 2 semestres 2024 et du 1 ^{er} semestre 2025. Les mesures sont conformes aux paramètres définis à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL 2024-156 relatif à la surveillance des retombées de poussières

issues de carrières relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 du 08/08/2024. Ce point de contrôle n'appelle pas de remarques particulières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les débourbeurs-décanteurs-déshuileurs sont vérifiés et entretenus aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois par an.</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux issues des décanteurs -déshuileurs respectent en sortie les prescriptions suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30°C - les MEST ont une concentration inférieure à 35 mg/l - la DCO a une concentration inférieure à 125 mg/l - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l <p>[..]</p> <p>L'exploitant procède annuellement à la vérification du respect de ces valeurs limites en concentration, lors d'un épisode pluvieux</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni en amont de l'inspection le rapport des mesures de la qualité des eaux souterraines réalisées le 10/10/2024.</p> <p>L'Inspection des installations classées constate que les VLE de référence pour les paramètres MES et DCO dans le rapport réf. : EL7P025022 de l'organisme de contrôle sont 2 fois plus élevées que celles indiquées dans l'article 11.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/06/2012.</p> <p>Par ailleurs, en séance, l'exploitant a justifié l'entretien du décanteur-déshuileur de l'atelier en présentant le BSD correspondant sur Trackdéchets, daté du 30/03/2025. L'inspection, lors du contrôle in situ, a pu constater le bon état du décanteur-déshuileur et de son exutoire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera, sous 3 mois, pour quelles raisons le texte réglementaire de référence n'est pas renseigné au §3.4 du rapport précité et pour quelles raisons les VLE de référence pour les paramètres MES et DCO sont 2 fois plus élevées que celles indiquées dans l'article 11.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/06/2012.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : [...] En ce qui concerne la mesure semestrielle de la qualité des eaux, le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau [...]. Pour chaque ouvrage de suivi, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence).
Constats : L'exploitant a fourni en amont de l'inspection les rapports des mesures des eaux souterraines de 2024 et du 1 ^{er} semestre 2025. Ce point de contrôle n'appelle pas de remarques particulières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...]
Constats : L'inspection a constaté dans l'atelier la présence de 4 cuves d'huile de 1 400 litres chacune, soit au total 5 600 litres avec une rétention d'une capacité de 1 400 litres, voir la photo ci-après. Cette rétention n'est donc pas suffisamment dimensionnée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant indiquera les dispositions prises pour remédier à cette situation. La mise en conformité de la cuve de rétention sera réalisée sous 6 mois et vérifiée lors de la prochaine visite d'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Protection des forages de prélèvement d'eau en nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Forage atelier

Prescription contrôlée :

Réalisation et équipement de l'ouvrage (forage) :

La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fait sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité.

[...]

La protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprend une dalle de propreté en béton de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élève d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

[...]

Les installations sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés hebdomadairement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile sont indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.

Constats :

Au niveau des forages n°1 et 2, l'inspecteur a pu relever les index sur les compteurs associés, respectivement 65 624 m³ et 375 407 m³ et vérifier ensuite la cohérence avec le registre de consommation d'eau présenté par l'exploitant.

Le registre fait état d'une consommation d'environ 20 000 m³ depuis le 01/01/2025, très en-deça des 278 000 m³/an autorisés sur la dernière phase quinquennale.

L'inspection a constaté que la tête du forage « atelier » ne dispose ni d'une cimentation annulaire ni d'une dalle de propreté, voir la photo ci-après.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La mise en conformité de la tête de puits de l'atelier sera réalisée sous 6 mois et vérifiée lors de la prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 13
--

Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au sein de l'atelier, il a été relevé la présence de 2 extincteurs mobiles n° 15-042942 (année de fabrication 2015) et 19-084368 (année de fabrication 2019). Ces extincteurs sur roues sont munis de bouteille de chasse au CO₂ fixée soit intérieurement pour l'extincteur de 2015, soit extérieurement au niveau du berceau de manœuvre pour l'extincteur de 2019.</p> <p>Post inspection, l'exploitant a indiqué par mail que «ces extincteurs ont bien fait l'objet d'un contrôle début juillet. Toutefois, ils seront remplacés prochainement, ce qui explique l'absence d'étiquetage à ce jour».</p> <p>La DREAL rappelle que les bouteilles de chasse sont des équipements sous pression transportables et relèvent des articles R.557-15-1 à R.557-15-4 du code de l'environnement en ce qui concerne leur suivi en service. A ce titre, la périodicité du contrôle périodique est au plus de 10 ans selon l'instruction d'emballage P200 de l'ADR.</p> <p>Ainsi, la bouteille de chasse équipant l'extincteur mobile n° 15-042942 est susceptible d'être en situation irrégulière courant 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant l'extincteur n° 15-042942, l'exploitant transmettra à l'Inspection tout élément justifiant le respect de la périodicité de contrôle de 10 ans (date de mise en service précise, etc) et le cas échéant les éléments attestant son remplacement avant fin 2025 (facture, etc).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>